



Aurum Helix Group
United Chambers
Multicultural Network

Anvers, Jeudi 6 décembre 2017

*His Excellency the President of the European Commission
Mr Jean-Claude Juncker,*

Dans le cadre du financement du terrorisme par des fonds détournés à l'Union européenne, j'ai l'honneur de soumettre un compte rendu sur le projet du Statut Avancé 2010 - 2013 pour le Maroc par la Commission européenne.

Dans ce document j'explique ce qui ne marche pas dans les rapports entre le Maroc ou tout autre pays d'Afrique et l'Union européenne. C'était un partenariat gagnant-perdant.

A la fin du document je propose un cadre pour un autre partenariat gagnant-gagnant avec l'Union européenne.

Le lundi 18 octobre 2010 il y avait le colloque « Maroc-Union Européenne (UE) : les enjeux du partenariat. ». Permettez-moi, Votre Excellence, la satisfaction de vous passer par écrit les informations ainsi que quelques réflexions sur le Statut Avancé du partenariat Maroc-UE.

Le Statut Avancé (doc 13653/08), ne me rassure pas quant aux intérêts marocains qui sont plus que jamais exposés à toutes formes d'exploitations par l'Europe dans des domaines stratégiques pour lequel, il me semble, le Maroc n'a pas défini sa propre stratégie. Il s'agit en plus d'un très grand nombre de champs d'action qui touchent toutes les domaines, mais vraiment toutes les domaines, à aligner avec la politique européenne sur une très courte période, entre aujourd'hui et 2013 (il reste 2 ans). On dirait du vite fait, bien fait dans le chef l'un des deux partenaires. Si cette manière de travailler ne pose pas de problème en termes de ressources humaines marocaines à trouver pour mettre tout en œuvre ou sur l'enveloppe, cela pose



certainement des questions au niveau de la gestion et du contrôle de l'avancement et de la stabilité des objectifs atteint. C'est une preuve d'absence de stratégie de la part du Maroc.

Si on me le demande les enjeux du partenariat Maroc-UE, je dirai que c'est la mise en jeu de tout le Maroc, vu les risques liées à chacune des très nombreux domaines spécifiés dans le document conjoint du [Statut Avancé \(13653/08\)](#). Pourquoi sommes nous pressés ? Pourquoi ne pas avancer graduellement et achever des partenariats dans quelques secteurs d'abord, puis questionner ces partenariats là, ainsi que celles de longue date entre le Maroc et l'Europe, avant d'en développer des nouvelles?

Je ne critique nullement la démarche pour un Statut Avancé. Toutefois, une démarche indépendante et complémentaire en parallèle sera très utile dès maintenant pour éviter que le résultat soit 1-0 pour l'Europe, et pour garantir des résultats comme 2-1 pour le Maroc, au moins.

Permettez-moi de démontrer dans ce document comment l'Europe en sort toujours victorieuse sans que le Maroc s'en rende compte, dans un secteur simple à comprendre. C'est le cas des partenariats bilatéraux pour permettre aux étudiants marocains d'aller étudier en Europe. A première vue, il ne semble pas être une menace pour l'économie marocaine. Quand on examine bien sous la loupe ce vieux partenariat, on y trouve des ramifications positives pour l'Europe qui s'est enrichie formidablement depuis un demi siècle sur le dos de nos étudiants, et avec des effets irrévocablement négatifs pour le Maroc, qui lutte encore toujours. Or dans un vrai partenariat, il y a du 50/50.

Depuis sa signature dans les années soixante plus personne ne le remet en question ce partenariat. Par ce fait, la masse d'étudiants du Maroc vers l'Europe continue à augmenter dans l'espoir d'apporter des améliorations au pays, alors que malgré cela, le Maroc reste pauvre et dépend toujours des aides et des programmes aux développements. Tout cela est lié, et les ramifications appartiennent au partenaire qui gagne toujours. Celui qui est perdant est celui qui n'a pas songé à mettre en place ses propres ramifications.

J'espère que cette étude que je présente ci-dessous aide à bien ouvrir les yeux dans les négociations concernant les autres secteurs du partenariat Maroc-UE pour un "Statut Avancé". A la fin de l'étude du cas de l'étudiant marocain en Europe, vous allez constater qu'avoir un accord de partenariat bilatéral ne règle rien sur le terrain, mais qu'il ouvre la porte aux abus du partenaire dominateur. Pour mieux maîtriser la



conduite du partenaire dominateur, il suffit de créer ses propres programmes. C'est ce que le Maroc ne fait pas ou pas assez.

Le but d'un programme c'est d'en sortir des actifs pour le pays, c'est d'atteindre les objectifs souhaités par le Maroc, et pas les objectifs souhaités par une autre nation pour le Maroc. Or quand un pays ou un partenaire n'a pas d'expérience dans les domaines pour lesquels il demande une coopération pour une mise à niveau, un partenaire peu scrupuleux va profiter du partenaire peu expérimenté pour faire passer des passifs pour des actifs, et pour le faire croire qu'il avance.

Reconnaître un actif et un passif était mon rôle quand j'ai travaillé en entreprise comme analyste/contrôleur et auditrice opérationnelle. Ma responsabilité était de protéger une entreprise ou un projet contre la faillite et d'éliminer les risques avant que cela se matérialise en chiffres ou en perte d'argent, ou dans la comptabilité de l'entreprise. Présenter des passifs pour des actifs est une stratégie très récurrente lors d'un rachat d'une entreprise par une autre, ou lors des fusions. On utilise cela aussi pour tromper les actionnaires et pour attirer des fonds.

Quels sont les actifs que le Maroc a arrachés à l'Europe dans le cas de l'étudiant marocain en Europe ?

Premièrement, les étudiants marocains arrivent avec des bourses. C'est de l'argent du pauvre contribuable marocain qui déménage vers l'Europe pour soutenir l'étudiant. Avec la valeur du Dirham très faible par rapport à l'Euro cela se chiffre en milliards de Dirhams chaque année pour le Maroc. Ce transfert d'argent d'un pays très pauvre vers un pays très riche, c'est déjà 1-0 pour l'Europe.

Attaché à ce transfert d'argent il y a un grand groupe de dépensiers économiques au détriment du Maroc et en faveur de l'Europe. C'est 2-0 pour l'Europe.

Ensuite, il s'agit de très jeunes hommes et femmes en âge de procréer. L'Europe ne va pas les empêcher de venir pour stabiliser le vieillissement rapide de la population européenne. Une fois sur le territoire européen il y a tellement de mécanismes socio-économiques pour garder les jeunes en Europe. Ça c'est 3-0 pour l'Europe.

Puis, pour nouer les deux bouts, l'étudiant va trouver un petit boulot en Europe et contribue finalement au produit national brut de l'Europe. Ça c'est 4-0 pour l'Europe, même si le jeune envoie des devises au Maroc de temps en temps.



Une fois à l'université ou à l'école supérieure, et dès la deuxième année, l'étudiant est mené à choisir un sujet de recherche pour sa thèse ou sa dissertation en fin d'étude. Il doit choisir de préférence un problème qui n'a pas fait l'objet de recherche avant, et qui requière une solution. Les étudiants étrangers sont incités à trouver des solutions aux problèmes précis de leurs pays. Cela entre dans le contexte du partenariat. L'équipe des professeurs sont là pour faire sortir le meilleur de ce que la jeune personne peut possiblement donner d'elle, chaque fois la poussant d'aller encore plus loin dans le raisonnement. La motivation de l'étudiant est intensifiée par une myriade d'opportunités d'emploi qui peuvent se présenter à la réussite de la dissertation ou de la thèse. Poussé par toutes ces illusions l'étudiant étranger se plie en quatre pendant plusieurs années. Est-ce un avantage pour le Maroc ou pour l'Europe ? Regardons plus loin.

Après sa réussite, l'étudiant étranger reçoit son diplôme de bachelor, master ou docteur. S'il le veut, il reçoit aussi une lettre de recommandation de la part de quelques professeurs, et une poignée de main avec des mots gentils comme "Vous avez été brillant, je vous souhaite bonne chance pour le futur". Le diplôme en soit, est-ce un gain pour le Maroc ou pour l'Europe ? Si l'étudiant étranger retourne au pays, le diplôme est peut-être un atout. Peut-être. Regardons plus loin s'il rentre dans son pays ou pas, et si l'Europe veut le garder, car cela va déterminer si le diplôme valait la peine ou pas.

Une fois le diplôme en main, les étudiants européens sont tous recrutés par les entreprises européennes pour aller exercer leur thèse et pour faire une belle transition de l'état de l'étudiant vers l'état du professionnel. Quant à l'étudiant étranger, on attend de lui qu'il reparte dans son pays d'origine. (L'Europe ne veut pas de cet étudiant)

Or, il ne reparte pas. Il va essayer de se faire un peu d'expérience professionnelle, comme ses camarades européens, avant de rentrer au pays, et il postule partout jusqu'à la folie, toujours sous l'effet des illusions projetées par l'équipe académique d'opportunités d'emploi avec le "fantastique diplôme". C'est ainsi que beaucoup d'étudiants dépassent la limite de leur séjour, et un grand nombre sombre finalement dans l'illégalité. Certains trouvent un boulot loin en dessous de leur niveau d'étude pour rester en ordre avec les administrations publiques. Ainsi j'ai rencontré parmi les étudiants étrangers, sans exagération, beaucoup d'ingénieurs civils qui font le taxi, des médecins qui travaillent dans une boulangerie, et des biochimistes, des microbiologistes et des vétérinaires qui sont devenus éducateurs de rue pour contenir les



frustrations dans les quartiers à forte population immigrée, des comptables qui font la réception, des économistes et des agronomes qui travaillent comme aides-soignants dans les maisons de repos, et des scientifiques nucléaires qui ouvrent une petite épicerie, un night shop ou un Internet café, en attendant un changement qui ne vient pas. C'est 5-0 pour l'Europe ou plus, mais toujours 0 pour le Maroc.

Qu'est-ce qu'il s'est passé avec le partenariat Maroc-UE sur le terrain? Le partenariat s'est arrêté ? Oui, parce que l'Europe a respecté son engagement d'éducation et de formation professionnelle. La preuve c'est que l'étudiant a son diplôme en poche. Le périmètre du partenariat s'arrête ici. Après, l'étudiant a la liberté de trouver un employeur qui veut l'engager, de rentrer, ou de poursuivre de nouvelles études en Europe s'il le veut, et le Maroc ne peut rien faire à ce niveau là.

Le Maroc ne récupère rien de la coopération dans les études supérieures et les formations professionnelles: ni les étudiants, ni l'argent des bourses, ni les connaissances, ni les thèses et les dissertations, ni les possibilités de développement alors que le Maroc s'est efforcé depuis les années soixante de payer le prix le plus fort pour son développement humain. Comment cela se fait? C'est parce que depuis les années soixante le Maroc ne travaille pas avec son propre programme mais avec un programme qui sert les intérêts d'un autre État.

Quel était le programme européen ? C'était de projeter des faux actifs, comme le diplôme (fausse intelligence), la formation et la carte de séjour pour étudiants, alors qu'elle en sort les vrais actifs, parmi lesquels les thèses et les dissertations. Ce sont des actifs **intelligents**. Même si l'étudiant étranger décide de repartir chez lui, il y a toujours son talent qui reste dans les bibliothèques européennes.

Les thèses et les dissertations ne sont pas protégées par les droits intellectuels. Ils font parti de la richesse intellectuelle de l'organisme académique, qui construit sur ces bases là une réputation mondiale. Seulement les autres étudiants et les chambres de commerces et les organisations gouvernementales (comme le ministère à la coopération au développement), qui sont affiliés à l'organisme académique peuvent consulter les thèses et les dissertations pour leur usage personnel ou industriel. De ce fait, les écoles et les universités n'informent pas les étudiants étrangers sur les droits de protection du capital intellectuel.



Par contre, l'Europe se protège bien. Elle fait, par exemple, de la propriété intellectuelle son cheval de bataille pour sauvegarder sa compétitivité dans le monde. Dans le même temps elle se montre trop friande du capital intellectuel (brain drain) des ressortissants des pays tiers. C'est le cas actuellement dans [la recherche sur les sciences de vie](#), un domaine dans lequel l'Europe est réellement en arrière à cause de l'esprit Cartésien, et pour lequel l'Europe recrute les véritables compétences en Inde et au Bangladesh. Ça fait 6-0 pour l'Europe.

Il y a-t-il au moins une copie de la dissertation qui va vers le Maroc? Non. L'étudiant étranger a, sans s'en rendre compte, troqué de l'or contre du papier qui ne lui garanti pas l'emploi désiré ni en Europe, ni dans son pays. Alors, ça fait 7-0 pour l'Europe, parce que les thèses et les dissertations souvent très innovatrices constituent pour les pays européens des énormes réserves d'idées et d'inspirations pour développer leurs économies pendant des décennies à venir. C'est cela qui explique pourquoi l'Europe semblent toujours à l'origine des grandes découvertes scientifiques, et pourquoi elle a toujours l'air d'être plus intelligente que le reste du monde.

C'est ainsi que l'Europe semble toujours avoir des bonnes idées industrielles, des innovations et de bons produits qu'elle exporte très cher aux pays dits "en voie de développement" qui l'ont aidé à tout réfléchir en envoyant leurs étudiants là bas. C'est ainsi que l'Europe semble toujours réussir à enthousiasmer un pays pauvre avec un programme d'aide au développement avec des solutions qui ont été réfléchis par des étudiants étrangers pour réussir leurs thèses ou dissertations, et sans les impliquer. Non, ils vont engager des Européens qui vont sur place travailler comme "development aid worker" à l'étranger.

Il y a-t-il un seul accord de partenariat ou de coopération avec l'Europe qui a démystifié ce système auprès du Maroc pendant les négociations ? Je ne le pense pas. Avez-vous déjà vu l'Europe envoyer autant d'étudiants pour aller faire des études au Maroc et pour y laisser leurs thèses et leurs dissertations à la disposition des entreprises marocaines ? Je ne le pense pas. Alors, ce n'était pas un partenariat, depuis un demi siècle. C'était autre chose.

C'est en décomposant tout le processus du partenariat du début à la fin qu'on parvient à séparer les actifs des passifs.

Quant à la vraie valeur des diplômes européens. Premièrement, il y a des professionnels européens qui témoignent qu'on ose diplômer un ressortissant



d'un pays tiers sans lui apprendre quelque chose. Ainsi un gynécologue-chirurgien belge m'a raconté qu'il a travaillé au Maroc avec des homologues diplômés par la France, et qui après vérification ne semblent jamais avoir effectué une césarienne. Il y a aussi des architectes marocains diplômés en Europe qui n'ont jamais vu un chantier, etc. Voilà ce qu'on fait avec le futur du Maroc.

Deuxièmement, dans 10 ans nous serons dans un monde complètement différent, dans lequel les diplômes européens seront inadaptés par rapport à ceux dans le reste du monde. Ce n'est plus le moment de faire des échanges éducatifs ou de la recherche scientifique avec l'Europe, surtout quand on a un petit budget. Étudier à Shanghai, Madras, Sao Paulo et à Zululand coûte deux fois rien et rapportera vingt à cent fois plus au Maroc qu'étudier en Europe, si ce n'est que pour y apprendre comment bien organiser une bulle spéculative et pour ne pas savoir la différence entre un crédit et un investissement.

Et ne parlons pas des étudiants marocains qui sont nés en Europe ou qui y ont grandi. Pour des raisons "mystérieuses" ils ne parviennent jamais à réussir convenablement leurs années d'école. Eux sont des passifs pour l'Europe parce qu'ils risquent d'épuiser les fonds des bourses réservées aux Européens. Ils ne contribuent pas à la campagne de publicité que l'Europe veut d'elle à l'étranger pour inciter l'arrivée du nouveau sang et des nouvelles idées. Et si ils réussissent, ils risquent d'aider le pays convenablement. Voilà comment l'accord de partenariat ou de coopération Maroc-UE s'exerce sur le terrain.

Cette étude ne concerne que le simple "étudiant". Quelles seront les autres actifs que l'Europe ne visera pas dans notre pays, quand il s'agira de la coopération dans les matières encore plus stratégiques comme les investissements, l'industrie, la politique d'entreprise, la propriété intellectuelle, les transports, le TIC, l'agriculture, l'énergie... en bref, toute la liste de la page 6 à la page 12 du [document conjoint UE-Maroc sur le renforcement des relations bilatérales / Statut Avancé](#) ?

La grande quantité de domaines cités ouvre la grande porte à la spoliation. Un autre bel exemple de spoliation est cette nouvelle rage autour des produits et services "halal". L'[AWEX](#), (* dont l'Administrateur Général, M. Philippe Suinen, a fait un discours le lundi dernier, quelques instants avant vous) a créé un "[Club Halal](#)". Elle est présidée par des gens pas halal. Il n'y figure aucun Musulman. Ils n'engagent pas de femmes voilées non plus, mais ils veulent pouvoir exporter des produits halal aux pays Musulmans. C'est eux qui veulent devenir les patrons sur les produits



Aurum Helix Group
United Chambers
Multicultural Network

“halal”, sur base duquel ils veulent construire des monopoles industriels, pour assurer leur supériorité commerciale dans le monde. [On estime le marché agro-alimentaire à 600 milliards de dollars et le non-alimentaire à 400 milliards de dollars.](#)

Et le Maroc dans tout ça ? Ont-ils pensé à un partenariat avec le Maroc ? Non, ils vont plutôt éliminer la force concurrentielle au Maroc, pour ultérieurement mieux concurrencer avec le Maroc au niveau mondiale et dans les mêmes domaines. Voilà un enjeu culturel et social qui est passé en enjeu commercial de taille. Cela s'appelle une spoliation identitaire... Comme quoi il faut se méfier des échanges culturels aussi.

Pour éviter cette malédiction dans le futur, il faut que le Maroc commence à régler les problèmes par lui-même et à lancer ses propres programmes dans lequel il définit lui-même les conditions, et ça sera l'apport du Maroc au partenariat avec l'Europe pour un Statut Avancé très réussi. Sans programmes propres, c'est l'Europe qui se mettra à définir notre avenir, et à ce moment-là nous entendrons de nouveau les protestations des Marocains qui dénoncent l'attitude dominatrice, paternaliste et arrogante de l'Europe, ou qui accusent une nébuleuse conspiration internationale de quelques-uns contre leur progrès dans la société.

Or, c'est avec notre permission que nous nous faisons exploiter, humilier, expulser, exclure, et rester en arrière dans l'évolution par rapport au reste du monde. Nous avons toujours attendu passivement l'arrivée des aides européennes dans tous les domaines, sans spécifier nos objectifs, sans forcer à produire les résultats souhaités. C'est ensuite le mépris dans le chef de l'Europe qui en découle et des résultats inégaux dans tous les partenariats Maroc-UE.

Un autre partenariat avec la [CMIA](#) (Center for Moroccan International Alliances)

Ma proposition consiste de créer un organisme marocain indépendant en Europe, en parallèle avec tous les accords de partenariats entre le Maroc et l'Europe, tout en obéissant les directives du Statut Avancé. Cette organisme s'appelle [CMIA \(Center for Moroccan International Alliances\)](#)

Cet organisme s'occupera du progrès du Maroc par les innovations, l'entrepreneuriat et la globalisation et par une mobilisation structurée des Marocains résidents en Europe (les MRE), sans exclusion des locaux et des immigrés d'autres nations. Provisoirement, nous appelons cet organisme «le centre d'innovation ». Vous



Aurum Helix Group
United Chambers
Multicultural Network

trouverez ci-joint le concept du centre d'innovation plus détaillé, pour votre information.

Ce centre d'innovation pourra apporter le dynamisme et la productivité au partenariat Maroc-UE, comme souhaité par M. Fathallah Oualalou, lors de son intervention du lundi 18 octobre 2010. [Un centre d'innovation](#) pourra très bien véhiculer les changements exprimés dans le Statut Avancé en assurant des résultats favorables pour le Maroc. Néanmoins, ce dynamisme, cette productivité et toutes les changements ne dépendent pas de l'Europe, mais de l'ensemble des Marocains en Europe et au pays, et [le centre d'innovation](#) représente cette compétence.

Jusqu'à aujourd'hui le Maroc a compté sur la contribution individuelle de chaque MRE pour aider le développement du pays. Il en résulte que le progrès ne s'effectue pas à une échelle suffisamment importante ni à une vitesse assez rapide pour éradiquer la pauvreté et le chômage au Maroc. Le centre d'innovation offre le choix aux MRE de travailler en groupe. Pour augmenter le potentiel, les idées et les ressources seront centralisées sur une plateforme commune pour mieux coordonner les actions et les efforts du co-développement par la communauté maghrébine en Europe et leurs amis, et pour augmenter notre efficacité économique à la fois sur le territoire européen et au pays. Par un centre d'innovation nous pouvons mieux faire bénéficier le pays d'origine du capital intellectuel, de l'expertise et de la capacité de production disponible chez l'ensemble des MRE..

Le centre d'innovation abrite différents volets. Nous avons déjà lancé le réseau des entreprises multiculturelles ([United Chambers of Commerce and Industry](#) (UCCI)). Notre réseau d'entreprises multi-culturelles a été constitué suite à l'absence d'un mécanisme surplace en Europe qui mobilise et qui implique directement les immigrés dans la transformation de leur pays d'origine. En plus, nous mettons actuellement en place un réseau pour la diaspora scientifique et une observatoire de l'économie multi-culturelle dont les études seront partagés avec les banques.

Dans le cadre du Statut Avancé, notre [chambre de commerce](#) (ou réseau d'entreprise) aura le rôle de la collection et de la dissémination des informations sur les différents domaines du partenariat Maroc-UE, et elle organisera des formations pour apprendre à notre peuple, par des exemples concrets, comment exploiter ce partenariat Maroc-UE, et comment participer aux appels d'offres qui auront lieu. Nous trouvons que nos MRE sont à l'écart de tout ce qui se décide au niveau de l'Union européenne. Pourtant, ils ont majoritairement acquis la nationalité européenne et ils ont le droit de participer aux appels d'offres de la Commission européenne. Le centre d'innovation tente de faciliter l'inclusion de ce groupe. C'est pourquoi nous avons besoin de cette entité marocaine indépendante en Europe.



Aurum Helix Group
United Chambers
Multicultural Network

L'autre raison d'être de ce centre d'innovation, c'est qu'il n'y a aucun organisme qui vérifie la réussite ou l'échec de l'implémentation des partenariats Maroc-UE. Nous ne savons pas si les agences européennes qui participent aux appels d'offres se moquent de notre pays ou pas. Nous savons seulement d'avance qu'elles en profitent pour défendre les intérêts européens pendant tout le processus. Personne ne défend suffisamment les intérêts marocains. Le centre d'innovation s'organise justement pour se munir des experts indépendants pour évaluer le progrès au Maroc.

Cette démarche s'inscrit dans le souci pour la politique de l'Europe qui consiste systématiquement de deux poids deux mesures vis à vis des pays tiers, surtout dans le cas d'un pays qui aspire se conformer aux exigences de l'Europe et de ce fait se montre « facile à abattre ». C'est le sentiment qui j'ai eu dans la première partie du colloque, Le coup de grâce est venu dans l'après-midi quand ils ont discuté des échanges culturelles.

Nous allons nous faire respecter mieux avec un programme propre qui définit nos ramifications et qui vise les résultats précis que nous voulons, on arrivera à mieux maîtriser les processus sur le terrain et les objectifs visés. C'est le rôle du centre d'innovation que je propose de créer. Il permettra au Maroc d'avoir un deuxième pied pour réaliser le Statut Avancé. Si on lui coupe un pied, il reste toujours un autre avec lequel il peut avancer. C'est cela le vrai Statut Avancé.

Pour commencer, nous n'allons pas brûler à plat toutes les bibliothèques universitaires, par rage pour les spoliations intellectuelles. Au contraire, nous remercions l'Europe pour avoir pressé nos étudiants comme des citrons parce que notre centre de d'innovation va tracer tous ces étudiants et anciens étudiants, nous allons récupérer les thèses, les dissertations et les doctorats produits par nos étudiants en Europe, et en créer des entreprises innovatrices. Vous vous imaginez quel enrichissement cela représente pour le Maroc?

Seulement avec ça on peut transformer en peu de temps le Maroc en une perle. Dans 10 ans c'est l'Europe qui aura besoin d'un Statut Avancé dans sa relation avec les pays émergents, dont le Maroc, Insh'Allah.

Mon initiative n'attend pas la signature des accords bilatéraux. Je m'appuie sur la liberté d'entreprendre et on a déjà commencé à mobiliser les étudiants.

Merci, Votre Excellence, d'avoir parlé avec moi l'autre jour. Merci de votre temps très précieux.



Aurum Helix Group
United Chambers
Multicultural Network

Je vous présente mes salutations respectueuses en m'inclinant.

Naima Mouali

Présidente
United Chambers of Commerce and Industry
Rijmelgem 10/5
1932 Sint Stevens Woluwe
Mobile: 32 (0) 487 555 892
fax: 1 206 984 2645
e-mail 1: naima.mouali@united-chambers.co.cc
e-mail 2: nmouali@anacell.com

sites web: <http://www.united-chambers.co.cc>
<http://corporate.anacell.com>

Annexe : Concept du centre d'innovation